

# Éducation Le secrétaire général de l'Unsa-Education était à Nancy hier

## « Pour un syndicalisme de l'efficacité »



■ Laurent Escure, secrétaire général UNSA, et Stéphane Daval secrétaire régional.

Photo Frédéric MERCENIER

**Nancy.** Laurent Escure, secrétaire général depuis un an de la fédération Unsa-Education, qui regroupe 22 syndicats et 85.000 adhérents en était hier à la 18<sup>e</sup> académie visitée. Soit une bonne moitié. Avocat du « syndicalisme de proximité », le patron de la seconde fédération (derrière la FSU) se veut à l'écoute au plus près du terrain.

### A la rencontre des militants

Avant de jouer les guest-star du congrès régional de l'Unsa-Education, présidé par Stéphane Daval au lycée Stanislas à Villers-lès-Nancy, il est allé à la rencontre des militants in situ, en l'occurrence à la faculté des sciences voisine. L'occasion était trop belle : les patrons de l'Unsa-sup-recherche et du Snptes (personnel technique de l'enseignement supérieur), respectivement Stéphane Leymarie et Laurent Diez, ne sont-ils pas lorrains et majoritaires dans leur secteur ?

« Mon tour de France m'a déjà permis de rencontrer près de 2.500 militants », explique Laurent Escure. De ces échanges, il ressort convaincu que l'heure doit être à « un syndicalisme de l'efficacité, non de l'affrontement, mais du réformisme ».

« Les négociations sur le métier d'enseignant ont permis de sortir des décrets de 1950 pour le second degré, les

enseignants y gagnent en équité et en transparence en matière d'indemnités ; dans le premier degré, on a obtenu une prime de suivi de 400 €, on partait de zéro, il nous faut progressivement tendre vers les 1.200 du secondaire ». Mais « je me refuse à toute démagogie syndicale », précise Laurent Escure, hostile à la revendication du Snuipp-Fsu qui réclame les 18 heures pour les profs des écoles (27 aujourd'hui) : « On a calculé que cela représenterait plus de 90.000 postes à créer, ils sont sûrs de ne pas les obtenir et donc de créer de la rancœur ».

Selon Laurent Escure, la refondation version Peillon porte les espoirs de résoudre « la crise systémique de l'école, élitiste et qui creuse les inégalités. On ne réglera pas tous les problèmes tout de suite, le temps de l'éducation est un temps long ».

Les rythmes scolaires ? « Tout le monde était pour la réforme. Ce qui se passe est révélateur de l'intérêt que les municipalités portent à l'enfance. L'école porte des valeurs, l'égalité et la laïcité », rappelle Laurent Escure. « La seconde est la sœur jumelle de la première. À ce propos, alors qu'il n'est question que de réduire la dépense publique, je souhaiterais que l'on mette aussi sur la table des discussions les 10 à 11 milliards versés aux écoles confessionnelles ».

**Philippe RIVET**